

La Commune de Paris face à l'Église catholique

Jacques-Olivier Boudon (Université Paris IV)

Déclenchée le 18 mars 1871, la révolution parisienne s'avère très vite anticléricale. Il est vrai que l'aversion des Parisiens insurgés contre un régime impérial qui s'est appuyé sur l'union du trône et de l'autel est forte. Une fois élue, le 26 mars, la Commune, suivant en cela les dispositions du programme de Belleville, procède à la séparation des Églises et de l'État et à la suppression du budget des cultes le 2 avril. Elle se lance également dans un programme de laïcisation des écoles publiques qui se heurte toutefois à la résistance de certains parents. Les congrégations religieuses, notamment enseignantes, sont parmi les premières cibles de la politique de laïcisation de l'école. De même, la question des églises fait débat. Les membres de la Commune se divisent pour savoir s'il faut les vendre comme biens nationaux, mais 23 églises sont toutefois fermées. La forte présence blanquiste au sein de l'assemblée, contribue en effet à faire revivre les souvenirs de la première Révolution. Certaines églises sont transformées en lieux de réunion, on envisage aussi de rétablir le calendrier républicain. Et surtout, la Commune pratique la politique des otages. A la suite du décret du 6 avril, près de 200 ecclésiastiques, dont l'archevêque de Paris Darboy, sont arrêtés et emprisonnés. La négociation visant à échanger Darboy contre Blanqui échoue, Thiers se refusant à donner un chef à la Commune.

L'anticléricisme atteint son apogée au moment de la semaine sanglante. Devant l'avancée des troupes versaillaises qui sont entrées dans Paris le 21 mai, les derniers éléments de la Commune décident d'exécuter les otages retenus à la prison de la Roquette. Le 24 mai, Mgr Darboy est fusillé, en compagnie de trois autres prêtres. Dans les jours qui suivent d'autres ecclésiastiques, notamment les dominicains d'Arcueil, sont victimes des Communards. Ces exécutions accentuent le divorce entre l'Église et la classe ouvrière. Pour les catholiques, elles apparaissent comme une réplique de la politique de déchristianisation de l'an II et renforcent leur sentiment contre-révolutionnaire. Pour le monde ouvrier, l'Église catholique apparaît plus que jamais comme un des piliers du parti de l'ordre ; la répression menée par le gouvernement est dès lors associée à la politique de retour à l'ordre moral que symbolise la construction d'une église dédiée au Sacré Cœur à Montmartre, point de départ du mouvement communard.

Jacques-Olivier Boudon (Professeur d'histoire contemporaine Université de Paris-Sorbonne, Paris IV)

Référence du document

« La Commune de Paris face à l'Église catholique », *IESR - Institut européen en sciences des religions*